

Embargo: aucune transmission, mise sur site Internet ou diffusion par un quelconque autre moyen n'est autorisée avant le 11 décembre 2002 à 13.00 heures EST (heure de Washington) ou 18:00 heures GMT.



La Banque mondiale

Communiqué de presse
N° 2003/151/S

Contacts: Lawrence MacDonald +1 (202) 473 7465
lmacdonald@worldbank.org
Ana E. Luna +1 (202) 473-2907
alunabarros@worldbank.org
Cynthia Case McMahon (TV/Radio) +1 (202) 473-2243
Ccase@worldbank.org

LA BANQUE MONDIALE RELEVE UNE CONJONCTURE ECONOMIQUE STAGNANTE ET APPELLE A DES PROGRES DANS LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

WASHINGTON, 11 décembre 2002—Une conjoncture économique mondiale stagnante et une croissance, dans les 12 à 18 mois à venir beaucoup plus lente que prévu, entraveront les efforts de réduction de la pauvreté dans les pays en développement, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale. Il devient donc de plus en plus urgent de démanteler les barrières aux échanges commerciaux et à l'investissement, qui frappent de plein fouet les populations pauvres des pays en développement.

Selon le rapport, *Perspectives Economiques Mondiales 2003: Investir pour libérer les initiatives mondiales*, les incertitudes dans lesquelles sont plongés les marchés mondiaux des capitaux ont sapé l'élan de la modeste reprise enregistrée au début de 2002. Le rapport définit les mesures que les pays riches et les pays en développement peuvent prendre dans la conjoncture actuelle, marquée par l'incertitude, pour renforcer la croissance et réduire la pauvreté dans les pays en développement.

La faible croissance mondiale nuit à la réduction de la pauvreté

Après des rythmes de croissance particulièrement faibles en 2001 et 2002, le PIB mondial doit augmenter de 2,5 pour cent en 2003, un taux supérieur à celui des deux années précédentes, mais bien inférieure à la hausse de 3,9 pour cent enregistrée en 2000,

Table 1 Echanges mondiaux et progression du PIB (changement de pourcentage par rapport à l'année précédente)				
	Estimations actuelles	Prévisions actuelles		
		2001	2002	2003
Echanges mondiaux (volume)^a	-0.5	2.9	7.0	8.0
PIB mondial (progression)	1.1	1.7	2.5	3.1
Pays à revenu élevé	0.7	1.5	2.1	2.7
Pays de l'OCDE	0.8	1.4	2.1	2.6
Etats-Unis	0.3	2.3	2.6	3.1
Japon	-0.3	0.0	0.8	1.3
Zone Euro	1.5	0.8	1.8	2.6
Autres	-0.7	2.3	3.7	5.3
Pays en développement	2.9	2.8	3.9	4.7
Asie de l'Est	5.5	6.3	6.1	6.4
Europe et Asie Centrale	2.3	3.6	3.4	3.6
Pays en transition	4.6	3.5	3.3	3.5
Amérique Latine et Caraïbes	0.4	-1.1	1.8	3.7
Argentine exclue	1.2	0.7	1.9	3.6
Moyen Orient - Afrique du Nord	3.2	2.5	3.5	3.7
Exportateurs de pétrole	2.4	2.4	3.7	3.6
Economies diversifiées	4.3	2.2	2.7	3.6
Asie du Sud	4.4	4.6	5.4	5.8
Afrique sub-saharienne	2.9	2.5	3.2	3.8

Source: Banque mondiale, *Perspectives Economiques Mondiales 2003*

a: PIB 1995 en dollars constants: 1995 prix et taux de change du marché

selon les prévisions du rapport. La reprise entamée vers la fin de 2001 pourrait s'essouffler et il y a un risque significatif qu'une récession s'instaure.

« La reprise a été beaucoup plus hésitante et inégale que ce à quoi nous nous attendions », dit Nicholas Stern, Economiste en chef et Premier Vice Président pour l'Economie du développement de la Banque mondiale.

Selon les dernières prévisions, les pays à revenu élevé enregistreront un taux de croissance d'environ 2,1 pour cent en 2003. Les pays en développement devraient connaître une croissance moyenne beaucoup plus rapide, à 3,9 pour cent. Mais cette moyenne masque des

différences régionales marquées, l'Asie de l'Est se présentant en tête avec 6,1 pour cent, suivie de l'Asie du Sud avec 5,4 pour cent. Dans les autres régions, la croissance se situera à moins de 4 pour cent, avec l'Amérique Latine et l'Europe de l'Est atteignant difficilement le taux de croissance de 1,8 pour cent. En dehors de l'Asie, les taux de croissance dans la plupart des pays en développement seront trop faibles pour générer une réduction significative de la pauvreté.

D'autre part, les facteurs qui gênent la croissance mondiale à court terme incluent la chute de la confiance des consommateurs, les niveaux d'endettement élevés face à des marchés des capitaux affaiblis, les retombées des scandales financiers de certaines entreprises américaines, les préoccupations des investisseurs dues aux déséquilibres du système bancaire nippon, le surinvestissement dans les secteurs de la télécommunication et de la haute technologie en Europe et les inquiétudes suscitées par les problèmes de la dette des pays d'Amérique Latine.

La chute des flux capitaux privés vers les pays en développement

La stagnation de l'économie mondiale a entraîné une diminution importante des flux de capitaux privés en direction des pays en développement. Le montant net des prêts consentis par les banques commerciales est négatif. Les investissements directs à l'étranger dans les pays en développement ont diminué de manière significative depuis le pic enregistré en 1999. *« Nous assistons là à la chute la plus soudaine des investissements*

directs étrangers dans les pays en développement depuis la récession mondiale de 1981-83”, déclare **Richard Newfarmer**, principal auteur de ce rapport.

L’investissement privé dans les infrastructures des pays en développement a baissé de 25 pour cent depuis 1997. Les investisseurs tendent à s’impliquer de moins en moins dans des projets à long terme. Les scandales comptables, dans les pays industrialisés, ont supprimé de grands acteurs comme Enron et Worldcom, et la faible croissance enregistrée en Asie de l’Est, en Russie et au Brésil a réduit la demande en investissements.

“Attirer des investissements privés, nationaux et étrangers, dans le domaine des infrastructures est capital pour le développement,” ajoute **Newfarmer**. *“Or dans l’environnement qui prévaut actuellement, de nombreux projets importants—l’énergie, les routes et les réseaux d’alimentation en eau — n’attireront pas les capitaux privés nécessaires.*

Non seulement l’investissement se fait de plus en plus rare, mais les investisseurs sont de plus en plus sélectifs. Les investissements dans les pays en développement sont centrés sur les pays disposant du meilleur climat d’investissement.

Le Programme de Doha au premier plan

Uri Dadush, Directeur du Département du commerce international à la **Banque mondiale**, estime que le ralentissement de l’économie mondiale risque d’occulter la nécessité d’avancer rapidement dans les négociations sur les échanges commerciaux mondiaux. “Il serait regrettable que des considérations à court terme permettent aux forces protectionnistes de freiner les progrès dans le démantèlement des barrières commerciales et autres obstacles à l’investissement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement,” avertit-il.

Les négociations commerciales internationales, entamées à Doha en novembre de l’année dernière, qui visaient à examiner les besoins des pays en développement, montrent des signes d’essoufflement. *“Le projet de loi agricole [farm bill] aux Etats-Unis et le récent accord de l’Union européenne destiné à maintenir les subventions agricoles de l’UE jusqu’à 2013 ont encore compliqué les négociations sur l’agriculture,”* déclare **Dadush**. Les ministres de l’Organisation mondiale du Commerce (OMC) vont évaluer les progrès enregistrés, à l’occasion de la prochaine conférence ministérielle à Cancun, Mexique, en septembre 2003.

La réunion de Cancun examinera, entre autres, deux questions controversées : une proposition d’accord sur les investissements internationaux et les règles de la concurrence. Les sociétés multinationales espèrent qu’un tel accord leur donnerait un plus grand accès aux marchés et de nouvelles mesures de protection contre des décisions gouvernementales défavorables telles que l’expropriation. Cependant, selon le rapport, un accord global pour ajouter de nouvelles protections contre des politiques gouvernementales défavorables n’aurait qu’une influence limitée pour augmenter les investissements directs à l’étranger vers les pays en développement.

Selon le rapport, un accord sur l'investissement devrait aider les pays en développement — à condition, qu'il examine les questions qui touchent le plus directement le développement, tels que la suppression de tarifs douaniers qui nuisent aux investissements des pays en développement. Ces tarifs sont généralement deux fois plus élevés pour les pays en développement que pour les pays développés. Le rapport liste un certain nombre de ces contraintes, tels que l'augmentation de tarifs, par exemple. Des tomates fraîches en provenance du Chili exportées vers les Etats-Unis sont taxées de 2,2 pour cent ; si elles sont séchées et emballées, alors la taxe est de 8,7 pour cent et si elles sont transformées en sauce, la taxe monte à 12%. Ces barrières dissuadent les investissements domestiques aussi bien que les investissements étrangers.

“L'élimination des barrières commerciales et d'investissement les plus préjudiciables pour les pauvres des pays en développement devrait rester la priorité des discussions sur les échanges commerciaux internationaux, y compris les barrières dressées par les pays riches et ceux en développement,” insiste **Stern**. *“A trop vouloir intervenir dans les questions de réglementation interne, sans pour autant esquisser une image d'ensemble, on finirait par retarder l'avènement d'un accord ou, pire encore, produire des résultats ne comportant aucune aide aux populations les plus pauvres.”*

Le rapport cite un autre obstacle à la concurrence qui est rarement traité malgré le fait qu'il frappe de plein fouet les pays en développement : les cartels internationaux, c'est-à-dire des groupes de grandes entreprises, souvent basées dans les pays riches, qui fixent les prix et se partagent les marchés d'exportation. Six cartels internationaux, poursuivis en justice dans les années 1990, ont été accusés d'avoir surfacturé des pays en développement à hauteur de 3 à 7 milliards de dollars. Ces cartels vendaient divers produits tels que des vitamines, de l'acide citrique et des tuyaux en acier inoxydable.

Certains cartels, tels que le transport maritime, sont officiellement protégés des lois antitrust. Des études réalisées par la Banque et citées dans le rapport, montrent qu'en éliminant les accords de fixation des prix établis par les compagnies de transports maritimes, les prix du transport maritime chuterait d'environ 20%, ce qui permettrait aux pays en développement d'économiser, annuellement, au moins 2,3 milliards de dollars sur leurs factures d'importation.

Le rapport propose une plus grande divulgation de l'information et des mécanismes d'application plus dissuasifs pour prévenir ce genre d'abus. Il recommande, également, de permettre aux pays en développement, victimes de tels agissements, de poursuivre ces cartels devant les tribunaux des pays riches.

Améliorer le climat d'investissement dans les pays en développement

Même dans une économie mondiale qui tarde à prendre son essor, les pays en développement peuvent faire beaucoup pour favoriser la croissance et réduire la pauvreté. Les études précédentes de la Banque mondiale ont mis l'accent sur la bonne gouvernance, la droits patrimoniaux et la mise en place d'institutions solides, toutes des conditions nécessaires pour augmenter la *quantité* d'investissements, tant nationaux qu'étrangers. Le nouveau rapport va plus loin encore et préconise de formuler des

stratégies de promotion de la concurrence en vue d'améliorer la *qualité* des investissements, c'est-à-dire, rendre l'investissement plus productif.

Le rapport analyse les barrières réglementaires qui freinent la concurrence dans les pays en développement: les barrières tarifaires empêchent la concurrence en matière d'importation; les restrictions d'ordre juridique peuvent empêcher l'entrée d'étrangers qui augmenteraient le nombre de concurrents; les monopoles étatiques peuvent bloquer l'entrée d'entreprises privées étrangères ou nationales; les régimes de régulation mal conçus des industries privatisées peuvent constituer un obstacle pour la concurrence locale et étrangère, et ce au détriment des consommateurs.

Traiter un seul problème en négligeant les autres peut avoir des conséquences perverses: par exemple, autoriser l'entrée de produits étrangers derrière des tarifs élevés peut favoriser la création d'oligopoles à forte dominance étrangère qui réduisent le revenu national. Selon le rapport, augmenter les importations dans des industries concentrées, de zéro à 25 pour cent des ventes domestiques, peut réduire les marges de bénéfice des oligopoles de 8 pour cent, en offrant des prix plus bas aux consommateurs. Les entreprises en Corée du Sud, en Malaisie et en Thaïlande sont plus productives que celles en Inde et en Chine en partie grâce à des restrictions commerciales et administratives moins élevées.

De même, bien que de nombreuses privatisations aient contribué à la croissance et à la réduction de la pauvreté, la privatisation en elle-même est loin d'être une panacée et ne peut engendrer le progrès qu'en présence de concurrence et d'un régime réglementaire post-privatisation fort. *“La substitution du monopole étatique par un monopole privé dissipe le potentiel de la privatisation,”* avertit **Newfarmer**. *“Les vrais bénéfices de la privatisation proviennent de l'introduction de la concurrence, qui encourage une productivité accrue et régulée et permet aux pauvres d'avoir accès à des services.”*

En Afrique, par exemple, la croissance des réseaux téléphoniques dans les pays dotés de secteurs de télécommunications concurrentiels est trois fois plus importante à celle des pays où il existe un monopole de télécommunications privés. Améliorer la qualité des infrastructures et leur gestion peut améliorer la compétitivité des exportations. Par exemple, les coûts de transports de l'Inde vers les Etats-Unis sont plus de 20 pour cent supérieurs à ceux de la Thaïlande.

-###-

Les journalistes peuvent accéder aux communiqués de presse avant expiration de l'embargo en se connectant au Centre de presse de la Banque mondiale à l'URL suivante :

<http://media.worldbank.org/secure/>

Les journalistes accrédités, mais qui ne disposent pas de mot de passe, et qui souhaitent en obtenir un devront s'inscrire en remplissant le formulaire à l'URL

suivante: <http://media.worldbank.org/>

Le résumé du rapport et d'autres documents sur le sujet peuvent être consultés immédiatement après la fin de l'embargo sur le site suivant: <http://www.worldbank.org/prospects/gep2003>

Les médias sont encouragés à inclure cette adresse Internet dans leur couverture du rapport.